

FICHE D'ACTUALITÉ #32



27 octobre 2025

L'Allemagne Le réarmement allemand

Résumé

- Après la Seconde Guerre mondiale, le réarmement de l'Allemagne s'est progressivement organisé à partir de 1955 dans le cadre de l'OTAN. Après la Guerre froide, l'armée fédérale (*Bundeswehr*) accompagne les missions de l'Alliance et devient une armée engagée dans des missions internationales à visée principalement humanitaire.
- L'invasion de l'Ukraine en 2022 marque un changement d'ère (*Zeitenwende*) pour l'Allemagne, qui amorce une réorientation profonde de sa politique de défense par un réinvestissement massif dans son outil militaire, malgré des contraintes politiques et institutionnelles.
- Située au cœur de l'Europe et étroitement liée aux Etats-Unis et à l'OTAN, l'Allemagne joue aujourd'hui un rôle central pour la défense du flanc est de l'Europe, notamment en raison de ses capacités logistiques et de sa position de plateforme militaire clé. Cependant, sa relation particulière avec les Etats-Unis constitue également une fragilité.

Cette fiche d'actualité se penche sur l'histoire de l'armée allemande (*Bundeswehr*), en revenant sur son histoire depuis 1949, année de naissance de la République fédérale allemande. Elle montre ensuite en quoi l'année 2022 constitue un tournant pour la politique de défense allemande. Enfin, elle met en lumière le rôle stratégique que pourrait jouer l'Allemagne pour la défense de l'Europe, dans le cas d'un conflit de haute-intensité.

Contexte – L'armée allemande, du « bouclier de l'Occident » à une force engagée dans le maintien de la paix

La question du réarmement allemand a une longue histoire. De la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 jusqu'à la création des deux républiques allemandes en 1949 – la République fédérale d'Allemagne (RFA) et la République Démocratique Allemande (RDA) –, l'Allemagne est démilitarisée et divisée en quatre zones d'occupation par les Alliés. Cependant, la question d'un potentiel réarmement du pays émerge dès 1950, dans le contexte de la Guerre froide. En effet, la guerre de Corée et la menace communiste soulignent l'urgence d'une organisation de la défense européenne. Le Coup de Prague (1948) et le blocus de Berlin (1948- 1949) inquiètent quant à la possibilité d'une crise majeure en Europe, d'autant que l'Union soviétique (URSS) accède ces mêmes années à l'arme atomique. La naissance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), signé à Washington en avril 1949, n'envisage pas dans un premier temps de participation de l'Allemagne.

Pourtant, la nécessité du réarmement de l'Allemagne de l'Ouest est appuyée par le gouvernement américain et le chancelier Konrad Adenauer réclame alors officiellement le droit de lever une force armée capable de protéger le pays de la menace soviétique. Mais le souvenir de la guerre et de l'occupation militaire alliée complexifient la recherche d'une solution. A l'été 1950, Jean Monnet, Commissaire général du Plan français, propose d'organiser la défense de l'Europe dans un cadre supranational. Dans le même temps, les Etats-Unis demandent à leurs alliés de préparer le réarmement de la RFA. Mais Monnet cherche aussi à éviter que l'Allemagne ne se détourne du projet de Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Il présente alors son projet au Président du Conseil français, René Pleven. Ce dernier propose de créer une armée européenne, permettant d'intégrer les futures unités allemandes dans un ensemble placé sous une autorité européenne unique, militaire et politique. Mais ce projet de Communauté européenne de défense (CED) est finalement rejeté en août 1954 par l'Assemblée nationale française. La coopération en matière de défense et de sécurité s'organise alors au sein de l'Union de l'Europe occidentale, instance créée en 1954 tandis que le réarmement allemand se met en place dans le cadre de l'OTAN, à partir de mai 1955.

Située au centre de ce la principale ligne de front de la Guerre froide, l'Allemagne occupe une place décisive pour les différents protagonistes. A l'Est, la RDA dispose de la *Nationale Volksarmee*, créée dans le cadre du Pacte de Varsovie. A l'Ouest, la création de la *Bundeswehr* s'accompagne d'une lente montée en puissance : elle atteint cependant son objectif de douze divisions blindées (comptant chacune environ 16 000 hommes) à partir du milieu des années 1960. Puis, dans les années 1970, elle parvient à un effectif total de 495 000 hommes, sans compter les capacités de mobilisation de 1,3 million de soldats actifs ou réservistes. A cette époque, la *Bundeswehr* est principalement composée de forces armées conventionnelles, c'est-à-dire d'unités qui ne sont pas destinées à la guerre nucléaire, comme par exemple l'armée de terre, caractérisée par ses forces blindées. En 1980, ces forces armées alignent 345 000 soldats en temps de paix et plus d'un million d'hommes en cas de défense. L'armée de l'air, en revanche, est transformée à partir de la fin des années 1950 en une « force de frappe » nucléaire, dans le cadre de l'OTAN et de la relation particulière avec les Etats-Unis. Ceux-ci installent des dépôts en Europe, dont en Allemagne, et autorisent certains alliés à pouvoir mener d'éventuels raids nucléaires. Toutefois, ces ogives restent sous la garde des États-Unis. Tout rôle stratégique nucléaire indépendant de la République fédérale et de sa *Bundeswehr* est exclu d'emblée.

Après la chute du mur de Berlin en 1989, les Etats-Unis demandent une plus grande participation de l'Allemagne à l'OTAN. Lors de la guerre du Koweït, ils réclament notamment le soutien de la *Bundeswehr*, dans le cadre de l'Alliance. Mais l'opinion publique allemande est farouchement opposée à toute forme d'intervention en dehors de la « zone OTAN ». Ce n'est qu'en 1994 que la Cour constitutionnelle fédérale approuve finalement ce type d'intervention. Cette avancée marque un tournant majeur de la politique étrangère allemande qui commence dès lors à assumer plus de responsabilités à l'étranger.

Dès lors, dans le cadre de ses engagements en dehors de l'Allemagne, la *Bundeswehr* fait la distinction entre les opérations à l'étranger et les « missions reconnues »¹. Les opérations à l'étranger visent à maintenir un environnement sûr et sont généralement sous mandat de l'ONU ou de l'UE. Le Parlement (*Bundestag*) doit donner son accord préalable à la participation de la *Bundeswehr* à de telles opérations armées à l'étranger. Cela ne s'applique pas aux « missions reconnues » : celles-ci permettent à la *Bundeswehr* de démontrer sa capacité de défense au sein de l'OTAN. En plus de cela, la *Bundeswehr* intervient dans le cadre de l'aide internationale en cas de catastrophe et lors d'opérations d'évacuation dans des zones de crise. De manière générale, il est important de souligner

¹ Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, „Auslandeinsatz und anerkannte Missionen“, Glossar/Sicherheitsglossar, <https://dgap.org/de/forschung/glossar/sicherheitsglossar/auslandseinsatz-und-anerkannte-missionen>, consulté le 24.10.2025.

que depuis la réunification et jusqu'en 2022, à la différence d'autres pays, l'Allemagne entretient une armée dans l'espoir qu'elle ne sera jamais déployée dans un conflit de haute intensité.

Analyse – 2022, un nouveau tournant pour le réarmement allemand

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la guerre n'a pas seulement fait son retour sur le continent européen mais également dans l'espace public allemand. Le 27 février 2022, à l'issue d'une session extraordinaire du *Bundestag*, Olaf Scholz, chancelier de 2021 à 2025, prononce un discours déjà qualifié d'historique, annonçant un « changement d'époque » (*Zeitenwende*) pour l'Allemagne, passant par une « réorientation radicale de la politique étrangère et de sécurité allemande ». Cette dernière passe d'abord par des investissements massifs pour l'armée : en amendant la loi constitutionnelle allemande qui prévoit un frein à la dette, les partenaires de coalition mettent en place un budget spécial, exclusivement destiné à la *Bundeswehr*. Celui-ci est doté d'une autorisation de crédit propre pouvant atteindre jusqu'à 100 milliards d'euros à titre exceptionnel. Ces investissements viennent combler des lacunes critiques de l'appareil de défense allemand. Jusqu'alors, l'Allemagne avait tiré profit d'une politique étrangère et de sécurité reposant d'abord sur la protection américaine dans le cadre de l'OTAN, délaissant les investissements de défense au profit du maintien d'une balance commerciale positive². En rupture avec les décennies précédentes, la réorientation de la politique de défense allemande lancée sous Scholz a eu des répercussions politiques importantes.



Figure 1 – Illustration de la «Zeitenwende» par Ole Schleef pour l'hebdomadaire *Der Spiegel* (Source: <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/olaf-scholz-und-deutschland-im-turbulenten-jahr-2022-zeitenwende-ohne-ende-a-2f5057f0-85e3-437e-86ff-382cd40b8f07>)

² A titre d'exemple, les investissements de défense allemands étaient de 1,1% du PIB en 2007. Aujourd'hui, ils sont repassés à plus de 2%. Dans le cadre des objectifs de l'OTAN, une hausse importante est prévue pour les prochaines années, plus d'informations: Barnstorf, Philip, « Von der Entmilitarisierung zum Rüstungsrekord: Geschichte der deutschen Militärausgaben », *Geo Wissen*, 24 juin 2025, <https://www.geo.de/wissen/weltgeschichte/geschichte-der-deutschen-militaerausgaben-35836812.html>.

Pourtant, il existe une forme de paradoxe que montrent différents sondages d'opinion ; si les Allemands se sentent préoccupés par le conflit, ils sont nombreux à craindre une escalade. Cela explique la réticence d'Olaf Scholz pour l'envoi d'armes en Ukraine. En effet, l'ancien chancelier a d'abord refusé l'envoi d'armements offensifs. Mais face à la durée du conflit, les Allemands ont, progressivement, entrepris la livraison de différents équipements, les plus emblématiques étant les chars *Leopard 2*. En outre, la guerre donne lieu à une forte polarisation, la question du soutien à l'Ukraine donnant lieu à l'émergence de nouveaux partis (notamment le *Bündnis Sahra Wagenknecht*, parti populiste, antimilitariste et pro-russe). La principale controverse politico-médiatique concerne la livraison à l'Ukraine de missiles de longue portée de type *Taurus*. Ces missiles, capables d'atteindre des cibles à plus de 500 km, pourraient théoriquement permettre aux Ukrainiens de viser Moscou. Toujours dans la retenue et la crainte de l'escalade, une majorité du *Bundestag* était opposée à leur envoi. Le nouveau chancelier, Friedrich Merz, au pouvoir depuis mai 2025, a fait de cette question un argument de campagne, affirmant vouloir en livrer. Pourtant, jusqu'à ce jour, aucune décision à ce sujet n'a été prise.

Cette controverse concentre plusieurs aspects clés de la culture stratégique allemande : tout d'abord, elle met en évidence la marge de manœuvre extrêmement réduite du chancelier allemand. Contrairement au président français qui, en tant que chef des armées, jouit de son « domaine réservé », en Allemagne, le *Bundestag* est tenu de valider toutes les décisions liées à la sécurité et à la défense. De plus, les différents ministères disposent d'une très forte indépendance dans la conception de leurs politiques, il s'agit du *Ressortprinzip* (principe d'autonomie). Enfin, le régime parlementaire, qui contraint les différentes forces politiques à trouver des majorités, réduit également l'autonomie du chancelier. Ainsi, l'absence de décision par Friedrich Merz à ce sujet pourrait être liée au fait que ses partenaires de coalition y sont opposés. Face à ces difficultés institutionnelles, le chancelier vient de créer un « Conseil national de sécurité ». Cette nouvelle institution, inspirée du modèle américain, est censée rendre la prise de décision plus agile.

Perspectives – Un rôle stratégique pour le soutien au flanc est de l'Europe ?

Située au cœur du continent européen, l'Allemagne occupe à nouveau une position géographique stratégique dans l'architecture de sécurité du continent. Sa centralité logistique et militaire lui confère un rôle essentiel au sein de l'OTAN. De plus, elle abrite six bases américaines où stationnent environ 37 000 soldats. Ces forces, conçues comme des réserves opérationnelles destinées à être projetées vers les zones de crise, font de l'Allemagne un pivot du dispositif transatlantique — mais aussi un acteur structurellement dépendant de la protection américaine. Or, cette dépendance devient de plus en plus problématique dans un contexte d'incertitude croissante quant à la fiabilité de l'engagement américain en Europe.

Parallèlement, Berlin cherche à affirmer sa propre crédibilité militaire, notamment par la modernisation de la *Bundeswehr* et par une meilleure préparation aux scénarios de défense collective. L'exercice « Red Storm Bravo », tenu à Hambourg du 27 au 29 septembre 2025, illustre cet effort : il visait à tester la capacité allemande à assurer un transfert rapide de troupes et de matériel vers le flanc est en cas d'agression russe. Toutefois, la portée de ces initiatives reste limitée par les lenteurs bureaucratiques, la fragmentation institutionnelle et les contraintes budgétaires, qui entravent la mise en œuvre concrète du *Zeitenwende* annoncé en 2022.

Plus largement, la posture allemande révèle un paradoxe structurel : alors même que l'Allemagne revendique un rôle moteur dans la défense européenne, son action reste dominée par une culture stratégique de retenue et par un système décisionnel complexe qui freine toute capacité d'initiative autonome.

Pour aller plus loin

- Delphine Deschaux-Dutard. *French-German Military Cooperation and European Defence*. Routledge, 2025.
- Elie Tenenbaum, Léo Péria-Peigné. "Zeitenwende : la Bundeswehr face au changement d'ère", *Etudes de l'IFRI*, 29 septembre 2023. <https://www.ifri.org/fr/etudes/zeitenwende-la-bundeswehr-face-au-changement-dere>
- Marie Krpata, Friedrich Merz et la Zeitenwende 2.0. "Une 'nouvelle ère' pour les relations transatlantiques ?" *Etudes de l'IFRI, CERFA*, 7 mars 2025. <https://www.ifri.org/fr/notes/friedrich-merz-et-la-zeitenwende-20-une-nouvelle-ere-pour-les-relations-transatlantiques>

Bibliographie

Cette fiche s'appuie sur des informations recensées dans les sources suivantes :

Auswärtiges Amt, „Nationale Sicherheitsstrategie“, 1 juillet 2024, consulté le 3 octobre 2025.

<https://www.auswaertiges-amt.de/de/ausnenpolitik/sicherheitspolitik/nationale-sicherheitsstrategie>

Bauer, Anne, „Le fossé culturel entre les armées française et allemande trouble la coopération», *Les Echos*, 15 octobre 2019.

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/le-fosse-culturel-entre-les-armees-francaise-et-allemande-trouble-la-cooperation-1140274>

Barbin, Jeronimo, Deutschland in der militärischen Führungsrolle?“, *Zentrum für Militärgeschichte und Sozialwissenschaften der Bundeswehr*, 10 septembre 2025, <https://zms.bundeswehr.de/de/publikationen-ueberblick/bevoelkerungsbefragung-2025-deutschland-fuehrungsrolle--5990790>

Barnstorf, Philipp, „Von der Entmilitarisierung zum Rüstungsrekord: Geschichte der deutschen Militärausgaben“, *Geo Wissen Geschichte*, 24 juin 2025. <https://www.geo.de/wissen/weltgeschichte/geschichte-der-deutschen-militaerausgaben-35836812.html>

Centre virtuel de connaissance sur l'Europe, «La question du réarmement allemand», consulté le 3 octobre 2025.

<https://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/c3c5e6c5-1241-471d-9e3a-dc6e7202ca16/76df7def-761f-4a10-ae38-c56a43f9214e>

Europäische Sicherheit & Technik. „Carlo Masala sieht 'Zeitenwende' bei Deutschen angekommen“, 24 septembre 2025.

<https://esut.de/2025/09/meldungen/63702/carlo-masala-zeitenwende-deutsche/>

Friedrich Ebert Stiftung, „Aussenpolitik – Zeitenwende“, consulté le 3 octobre 2025. <https://www.fes.de/wissen/aussenpolitik>

Keller, Patrick, Anmerkungen zur Wehrpflichtdebatte, *Internationale Politik*, 18 août 2025.

https://internationalepolitik.de/de/anmerkungen-zur-wehrpflichtdebatte?_ga=2.168486433.1889026752.1759239579-573981721.1758184989

Krpata, Marie, Friedrich Merz et la Zeitenwende 2.0. Une "nouvelle ère" pour les relations transatlantiques ? *Etudes de l'IFRI, CERFA*, 7 mars 2025. <https://www.ifri.org/fr/notes/friedrich-merz-et-la-zeitenwende-20-une-nouvelle-ere-pour-les-relations-transatlantiques>

Lange, Philipp: „Noch nicht Krieg aber auch nicht Frieden – Drei Impulse für die nationale Wehrhaftigkeit und Resilienz“, *Bundesakademie für Sicherheitspolitik*, janvier 2025.

<https://www.baks.bund.de/de/arbeitspapiere/2025/noch-nicht-krieg-aber-auch-nicht-frieden-drei-impulse-fuer-die-nationale>

Mennerat, Pierre, «L'Allemagne veut renforcer la Bundeswehr en rétablissant un service militaire sur la base du volontariat», *Le Grand Continent*, 28 août 2025. <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/08/28/lallemagne-veut-renforcer-la-bundeswehr-en-retablissant-un-service-militaire-sur-la-base-du-volontariat/>

Müller, Björn, Zinn, Wolf, „Strategische Industrie mit Zukunft“, *Deutschland.de*, 10 juillet 2025. <https://www.deutschland.de/de/topic/wirtschaft/deutsche-ruestungsindustrie-auf-wachstumskurs#:~:text=Deutschland%20ist%20damit%20laut%20dem,Platz%2026%20der%20gr%C3%B6%C3%9Ften%20R%C3%BCstungsfirmen>.

Rink, Martin, „Die Bundeswehr im Kalten Krieg“, *Bundeszentrale für politische Bildung*, 1er mai 2015. <https://www.bpb.de/themen/militaer/deutsche-verteidigungspolitik/199277/die-bundeswehr-im-kalten-krieg/>

Tenenbaum, Elie, Péria-Peigné, Léo. Zeitenwende : la Bundeswehr face au changement d'ère. *Etudes de l'IFRI*, 29 septembre 2023. <https://www.ifri.org/fr/etudes/zeitenwende-la-bundeswehr-face-au-changement-dere>